



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 4729

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Maxime Minot.

M. Maxime Minot. Monsieur le Premier ministre, votre gouvernement est visiblement tellement dépassé par la question du pouvoir d'achat qu'il cherche à sauver la face en reprenant à son compte les propositions de Valérie Pécresse et des Républicains. (*« Ah ! » sur de nombreux bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. C'est normal, il était à l'UMP !

M. Maxime Minot. En effet, nous apprenons, par Bruno Le Maire, que votre gouvernement veut reprendre la proposition de Valérie Pécresse de relever le barème des indemnités kilométriques afin d'aider les Français qui doivent prendre la voiture pour aller travailler.

Décidément, il faut attendre l'imminence des élections, et les propositions de notre candidate (*Sourires sur les bancs du groupe LaREM*),...

M. Erwan Balanant. Valérie Pécresse devrait monter dans les sondages, comme le prix du gasoil !

M. Maxime Minot. ...pour que vous réagissiez enfin. Après tout, c'est très bien, mais allez plus loin en reprenant aussi les autres mesures de Valérie Pécresse pour le pouvoir d'achat des Français.

Reprenez sa proposition de suppression des droits de succession pour 95 % des Français. Reprenez sa proposition de conversion des RTT non pris en salaire supplémentaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

Finalement, si vous êtes soudainement si préoccupés par le pouvoir d'achat des Français, pourquoi ne pas appeler à voter Valérie Pécresse ? Nous gagnerions tous du temps. (*Mêmes mouvements.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de la relance.

M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance. Je vais vous répondre clairement : c'est parce que, avec cette majorité, nous allons déjà beaucoup plus loin en matière de baisse d'impôt que Valérie Pécresse. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.*)

MM. Fabien Di Filippo et Jean-Marie Sermier . Et les taxes sur les carburants ?

M. Bruno Le Maire, ministre . Vous nous parlez des droits de succession. Lorsqu'on examine cette question avec attention, on constate effectivement qu'ils sont un peu plus élevés en France que dans les autres pays développés. Je n'ai aucune difficulté à envisager une baisse de ces droits, notamment concernant les successions en ligne indirecte pour lesquelles la fiscalité, c'est vrai, est pénalisante.

J'aimerais simplement vous rappeler que les trois quarts des successions ne sont soumises à aucun impôt. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et Dem.)*

M. Pierre Cordier. Encore un effort à faire !

M. Bruno Le Maire, ministre . La baisse d'impôt que vous envisagez concerne donc à peine 20 % des Français.

Si je vous dis que nous sommes allés beaucoup plus loin que ce que propose votre candidate, c'est parce que, depuis cinq ans, nous procédons à des baisses d'impôt pour 100 % des Français, et non pour 20 %. *(Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens.)* Nous avons supprimé la taxe d'habitation, baissé l'impôt sur le revenu, les impôts de production ainsi que l'impôt sur les sociétés pour toutes les entreprises. Par conséquent, si vraiment vous voulez aller plus loin en matière de baisse des impôts pour les Français – vous qui n'avez pas pris une telle mesure –, rejoignez-nous. *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. La parole est à M. Maxime Minot.

M. Maxime Minot. Vous avez dit beaucoup de bêtises et de contre-vérités. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – « Oh ! » sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)* Néanmoins, il est vrai que Valérie Pécresse veut mettre un terme à votre politique permanente du chéquier et rétablir les comptes pour préserver les générations futures.

M. Erwan Balanant. Il y a peut-être un petit problème alors !

M. Maxime Minot. J'ajouterai un mot sur la question du pouvoir d'achat et sur celle de la flambée des prix, notamment à la pompe, que votre Gouvernement semble découvrir à quelques semaines des élections.

N'ayez pas la mémoire courte. N'oubliez pas de rappeler aux Français que c'est votre gouvernement qui a récupéré 3,8 milliards d'euros sur le dos des travailleurs français en augmentant le prix du diesel et le prix de l'essence au début du quinquennat. *(M. Marc Le Fur applaudit.)*

M. Patrick Hetzel. Eh oui, il a raison !

M. Maxime Minot. N'oubliez pas non plus la hausse massive des taxes sur les carburants que les Français continuent de subir tous les jours, ni la hausse sans précédent de la CSG, la contribution sociale généralisée, qui étrangle nos retraités au quotidien. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. Fabien Di Filippo. Eh oui, il ne faut pas l'oublier !

M. Maxime Minot. Alors, de grâce, ne nous donnez surtout pas de leçon en matière de pouvoir d'achat des Français. *(Mêmes mouvements.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Bruno Le Maire, ministre. Ce que les Français n'ont pas oublié,...

M. Pierre Cordier. Vous avez trahi votre famille politique !

M. Bruno Le Maire, ministrec'est que Valérie Pécresse a augmenté les impôts de 13 milliards d'euros

lorsqu'elle était ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État alors que nous les avons baissés de 52 milliards pour les ménages comme pour les entreprises. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM, Dem et Agir ens. – Protestations sur les bancs du groupe LR.*)

Données clés

Auteur : [M. Maxime Minot](#)

Circonscription : Oise (7^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4729

Rubrique : Pouvoir d'achat

Ministère interrogé : Économie, finances et relance

Ministère attributaire : Économie, finances et relance

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 janvier 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 janvier 2022](#)